

LE "DEUXIÈME SEXE" ET LA RÉVOLUTION: DE CHARYBDE EN SCYLLA

by Madeleine R. Raaphorst

A l'aube du dix-huitième siècle, le rôle des femmes dans la société française était depuis longtemps débattu. L'organisation juridique de la société française avait fait de la femme un être inférieur, subordonné au mari. On observait pourtant depuis longtemps un désaccord entre droit et situation pratique dans la société. La discussion sur l'égalité de l'homme et de la femme était loin de prendre une voie positive, mais des préoccupations féministes se faisaient inexorablement jour, surtout parmi l'élite des femmes à prétentions intellectuelles.

Christine de Pisan (1365-ca. 1430), première femme à vivre de sa plume, chroniqueuse de la cour de France (*Livre des fais et bonnes meurs du sage roy Charles V*) avait plaidé de façon véhémement pour son sexe dans l'*Epistre au dieu Amours* et surtout dans la *Cité des dames*. En 1509, Henri-Cornelius Agrippa pouvait déjà publier un ouvrage de nature anodine mais au titre provocant: *De nobilitate et procellentia foeminei sexus*. Au dix-septième siècle, Marie Le Jars de Gournay se fit l'auteur de deux essais d'avant-garde: *Egalité des Hommes et des Femmes* (1622) et *Les Griefs des dames* (1626), dont le succès amena des éditions élargies en 1634 et 1641. Le mouvement précieux exprimait aussi un certain féminisme. En refusant d'être asservies par le mariage, les précieuses manifestaient leur indépendance sociale et intellectuelle.

En 1673, Poulain de la Barre, dans son traité *De l'Egalité des deux sexes*¹ catalysa l'essence des revendications féminines en réclamant le droit des femmes à l'instruction, droit qui leur avait été dénié; sa théorie était que le manque d'éducation les empêchait de faire leurs preuves et que, si la femme recevait une éducation semblable à celle de l'homme, elle se montrerait intellectuellement aussi capable que lui.

L'ouvrage de Poulain de la Barre, laissant de côté les problèmes théologiques et métaphysiques, posait la question du rôle de la femme et de

Madeleine Raaphorst is Professor of French at Rice University.

sa condition dans la société. Il amorçait donc la discussion sur un plan qui serait celui du "siècle des lumières" où les questions sociales prirent une importance de premier plan. *De l'Egalité des sexes* devint, au nom de la raison, l'inspiration des nombreux pamphlets et traités sur le sujet pendant une centaine d'années. Le théâtre, le roman se firent aussi l'écho de la contestation. Signe de l'intérêt du problème, l'académie de Châlons en 1782 proposa comme sujet de concours "Les meilleurs moyens de perfectionner l'éducation des femmes," auquel Laclos voulut participer.

Cet actif débat demeura théorique et se limita aux classes supérieures jusqu'à la révolution. En plus des innombrables ouvrages favorables ou non aux femmes, tous les philosophes prirent part à la discussion: Montesquieu, Voltaire, Diderot, Rousseau, le seul vraiment mysogine étant Rousseau.² L'auteur d'*Emile*, par une ironie du sort, avait aidé autrefois Mme Dupin, quand il était secrétaire dans sa maison, à rassembler les documents pour écrire un traité en faveur des femmes et les feuillets du manuscrit sont de sa main.³

La position juridique des femmes ne s'était pas améliorée depuis la Renaissance. Au moyen âge, les femmes des artisans et du peuple travaillaient, certaines professions et corporations étaient même exclusivement féminines. Mais, peu à peu, avec l'ascension de la bourgeoisie et la prédominance du droit romain, elles se virent exclues de leurs métiers. Du point de vue juridique, le courant légal est représenté par un juriste d'Orléans, Pothier, dans son *Traité de la puissance du mari sur la personne et les biens de la femme et des donations entre mari et femme* (1770), lorsqu'il écrit "Le mari a pleine puissance sur sa femme et les biens de sa femme. Il a le droit d'exiger tous les devoirs de soumission qui sont dus à un supérieur."⁴

En 1789, quand les Etats-Généraux se réunirent, et au début de l'Assemblée Constituante, un féminisme actif émanant des femmes du Tiers-Etat fit son apparition, comme le montrent pétitions et brochures adressées aux Etats-Généraux, au roi et à la reine: *Cahier des doléances et réclamations des femmes*, *Requête des femmes aux Etats-Généraux*, *Pétitions du tiers état au roi*, *Requête des dames à l'Assemblée nationale en faveur du sexe*, etc.

Les suppliques étaient fort modérées: les femmes demandaient à ne plus être traitées comme des esclaves, à hériter tout comme les hommes et à recevoir une éducation. Elles réclamaient aussi que certains métiers tels que couturière, brodeuse, marchande de mode, soient réservés à celles que la nécessité force à travailler pour gagner leur vie. La société en refusant aux femmes le droit au travail ne laissait à la fille-mère que le recours à la prostitution.⁵

Condorcet, dès 1788, dans les *Lettres d'un bourgeois de Newhaven à un citoyen de Virginie*, avait déjà soulevé la question de l'admission des femmes à la

pleine citoyenneté et posait dans la seconde de ces *Lettres* le principe qu'il allait reprendre dans son essai de 1790 *Sur l'Admission des femmes au droit de cité*.⁶

Les droits des hommes résultent uniquement de ce qu'ils sont des êtres sensibles, susceptibles d'acquiescer des idées morales, et de raisonner sur ces idées; ainsi les femmes ayant ces mêmes qualités, ont nécessairement des droits égaux. Or aucun individu de l'espèce humaine n'a de véritables droits, ou tous ont les mêmes; et celui qui vote contre le droit d'un autre, quelque soit sa religion, sa couleur ou son sexe, a dès lors abjuré les siens.

Il serait difficile de prouver que les femmes sont incapables d'exercer les droits de cité. Pourquoi des êtres exposés à des grossesses et à des indispositions passagères, ne pourraient-ils exercer les droits dont on n'a jamais imaginé de priver les gens qui ont la goutte tous les hivers, et qui s'enrhument aisément?

Condorcet conclut surtout à leur admission au droit de vote, en le subordonnant toutefois à la qualité de propriétaire, comme pour les hommes. Cette restriction n'était donc pas limitée aux femmes; l'auteur n'envisageait encore que le suffrage censitaire, son idéal démocratique n'étant pas total et il ne visait pas au suffrage universel. Condorcet voulait surtout réagir contre la faculté de voter par représentants, qui avait été octroyée aux femmes nobles propriétaires d'une seigneurie; il entendait effacer ce vestige des idées féodales. C'est pourquoi il réclamait que l'on ne tint pas compte de la nature de la propriété et que toutes les femmes, nobles ou bourgeoises, fussent admises au droit de vote. Sa thèse de l'accession de la femme à la vie publique fut fort remarquée et forma un réel courant d'adhésions.

L'année suivante une femme, Olympe de Gouges, allait dépasser les théories de Condorcet. Olympe de Gouges fut très active pendant les années qui précédèrent la révolution. Bien qu'incapable d'écrire, elle produisit en les dictant nombre de pièces de théâtre et brochures où elle affirme son féminisme.⁷ Celle la plus célèbre est sa *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* adressée à la reine, en réponse à la *Déclaration des Droits de l'homme* adoptée par l'Assemblée nationale en 1789.

Comprenant un préambule, dix-sept articles et un postambule, l'égalité des sexes y est nettement posée:

- ART. I La Femme naît et demeure égale à l'homme en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.
- ART. IV La liberté et la justice consistent à rendre tout ce qui appartient à autrui; ainsi l'exercice des droits naturels de la femme n'a de bornes que la tyrannie perpétuelle que l'homme lui oppose; ces bornes doivent être réformées par les lois de la nature et de la raison.
- ART. X Nul ne doit être inquiété pour ses opinions mêmes fondamentales, la femme a le droit de monter sur l'échafaud; elle doit avoir également celui de monter à la Tribune; pourvu que ses manifestations ne troublent pas l'ordre public établi par la loi.

Olympe de Gouges resta pourtant fidèle à la monarchie et s'opposa à la mort du roi. Elle en fut punie car elle fut guillotinée le 3 novembre 1793.

Dans ce climat favorable aux femmes, quelles furent les réactions de l'Assemblée nationale? Les hommes firent la sourde oreille et l'Assemblée oublia vite les réclamations. Était-ce seulement parce que les hommes ne voulaient pas abandonner leurs prérogatives? Il y avait des hommes gagnés à la cause féminine à l'Assemblée nationale et il semble que les femmes auraient gagné au moins certains droits s'il n'y avait eu une raison politique majeure au silence des représentants.

En 1789, une monarchie constitutionnelle était seule concevable comme forme de gouvernement. Parmi les grands écrivains morts qui avaient demandé des réformes contre les abus du pouvoir royal, aucun n'avait envisagé une république: les préférences de Montesquieu allaient pour la France à une monarchie sur le modèle de l'Angleterre. Voltaire semblait avoir eu pour idéal le despotisme éclairé. D'Argenson avait loué la république, mais pour introduire dans la monarchie les vertus de la république. Diderot, d'Holbach, Helvétius ont déclamé contre les rois mais, de manière implicite ou explicite, ils écartaient l'idée d'une république. Quant au théoricien de la souveraineté populaire, Jean-Jacques Rousseau, il ne voulait de république que dans un petit pays, comme Genève. Mably voyait dans la monarchie le seul moyen efficace d'empêcher la tyrannie. Parmi les vivants, Condorcet, qui deviendra en 1791 le théoricien de la république, n'envisageait pas la république désirable pour la France au moment où éclatait la révolution.

Puisque la royauté était encore seule possible, et que Louis XVI était le roi, si on donnait des droits aux femmes, on ne pourrait en priver la reine Marie-Antoinette. Les révolutionnaires avaient une telle horreur de la reine qu'ils considéraient comme une ennemie et traitaient d' "autrichienne" et d' "étrangère," qu'ils établirent une constitution dans laquelle les femmes perdirent non seulement tous droits politiques, mais ne gagnèrent aussi aucun droit civil.

La nouvelle constitution à cet égard marqua un recul sur les lois de l'ancien régime. Elle bannit les femmes du trône, en accord avec la vieille loi salique et elle les exclut aussi de la régence, alors qu'autrefois plusieurs reines de France, de Blanche de Castille à Anne d'Autriche, avaient été nommées régentes. Le but était évidemment l'exclusion de Marie-Antoinette au cas où le roi viendrait à mourir.

En outre, alors que sous l'ancien régime, les femmes nobles possesseurs de fiefs pouvaient prendre part à l'élection des assemblées municipales, la nouvelle constitution leur déniait ce droit, développement rétrograde puisque certains des députés aux Etats généraux de la noblesse et du clergé devaient leur élection à des votes féminins.

En dépit de cette régression constitutionnelle, les femmes participèrent

activement à la révolution dans la rue, dans les salons, dans les clubs. Leurs efforts contribuèrent à la municipalisation de la France en 1789.⁸

Les femmes de Grenoble furent les premières à passer à l'action dès 1788 à l'occasion de l'exil du Parlement. Les assemblées provinciales instituées par le roi ainsi que l'établissement de grands baillages avaient réduit le rôle du Parlement qui forma à cette occasion des remontrances qui lui valurent un ordre d'exil. Les vendeuses des marchés se précipitèrent chez tous les parlementaires de Grenoble pour les retenir, coupèrent les harnais des chevaux pour rendre leur départ impossible et se rendirent aux portes de la ville gardées par des soldats. Leur exemple déterminait les hommes à la résistance et leur obstination entraîna le rétablissement des anciens états du Dauphiné. En janvier 1789, les bretonnes et les angevines furent aussi à l'avant-garde des protestations contre les menées de l'aristocratie de Bretagne et obtinrent la faculté de voter pour toutes les communautés religieuses et les fiefs nobles, qu'ils fussent aux mains d'une femme ou d'un mineur.

A Paris, l'agitation féminine n'était pas moindre. Les femmes furent responsables des journées des 5 et 6 octobre quand elles ramenèrent de Versailles "le boulanger, la boulangère et le petit mitron," c'est-à-dire le roi, la reine, et le dauphin.

Si l'Assemblée, malgré ce rôle des femmes, ne s'était pas prononcée en faveur de leurs droits politiques, le manifeste de Condorcet avait pourtant fait du bruit. Pour ou contre, on en parla dans les journaux, dans les clubs. En décembre 1790, après de vives discussions, le *Cercle social*⁹ adhéra au projet de Condorcet et fit imprimer et répandre un discours féministe de la hollandaise Etta Palm d'Aëlders, qui essayait de fonder et de fédérer dans l'ensemble de la France des Sociétés patriotiques de citoyennes, et avait fondé la *Société patriotique et de bienfaisance des Amies de la Vérité*. Son discours avait un ton féministe moins frappant que celui d'Olympe de Gouges. Elle réclamait une seconde révolution qui donnerait l'égalité aux femmes et demandait l'abolition des dots et des mariages forcés, et réclamait le droit au travail.¹⁰

Palm d'Aëlders ne fut pas mieux suivie qu'Olympe de Gouges. Elle paraissait dangereuse parce que d'origine étrangère et à cause de ses relations avec le ministre de Prusse. L'établissement des clubs de femmes qu'elle préconisait était mal vu par beaucoup de révolutionnaires et même par certaines femmes qui considéraient cette séparation des sexes comme un danger de scission pour la révolution car elle allait contre l'esprit d'union fraternelle. Parmi celles-ci, on trouve la figure proéminente de Louise de Keralio Robert, militante républicaine et journaliste de la révolution.

Michelet affirmait que cette aristocrate de naissance, épouse d'un roturier, fut l'une des meneuses anti-monarchiques de la première heure. Il pensait même qu'elle avait dicté à son mari la pétition du Champ-de-Mars pour la déposition de Louis XVI en 1791.¹¹

Louise de Keralio était la fille d'un noble breton qui, au moment de la Révolution, était chef de bataillon de la garde nationale. Ses parents lui avaient eux-mêmes donné une bonne éducation. Née en 1758, elle semblait se diriger dans la voie du féminisme. Comme beaucoup de femmes de son époque, elle voulut vivre de sa plume. Traductrice d'anglais et d'italien, son premier ouvrage fut une *Histoire d'Elisabeth, reine d'Angleterre*. En 1786, elle commença la publication d'une *Collection des meilleurs ouvrages composés par des femmes, dédiée aux femmes françaises, depuis l'origine de la France* (1786-1789). La dédicace était à sa mère et "A la gloire des personnes de mon sexe." Dans le cinquième et dernier volume publié en 1789, lorsqu'elle introduisit Marguerite de Lorraine, elle déplorait le sort de la femme en France:

dans un royaume où les femmes ont si peu d'influence politique, et où, même dans un rang élevé, elles ne peuvent prétendre à se distinguer que par l'éclat des vertus ou les charmes de l'esprit.

Après la chute de la Bastille, Louise abandonna le champ littéraire pour la politique et lança son propre journal, *Le Journal d'Etat et du Citoyen*, en octobre 1789.

Dès 1790, on la trouvait co-éditeur du *Mercure National* et la seule femme faisant partie du comité d'édition. L'année suivante, elle épousait François Robert, un ardent révolutionnaire de Belgique et l'un des premiers républicains. Louise avait trente-trois ans et s'était fait une réputation d'écrivain. Membre de l'académie d'Arras, de la Société patriotique de Bretagne, elle allait devenir l'une des animatrices de la *Société fraternelle des patriotes des deux sexes, défenseurs de la constitution* qui se réunissait dans la bibliothèque du couvent des Jacobins.

Le club avait d'abord été organisé pour admettre les citoyens dit "passifs," c'est-à-dire qui n'avaient pas le droit de voter. Robert en devint président au début de 1791 et, sous l'influence de Louise, il réorganisa la société pour admettre tous les citoyens, les femmes aussi bien que les hommes, les pauvres et les riches, dans une tentative de fraternité révolutionnaire, afin de dépasser les questions de sexe et les conditions sociales. De manière symbolique les membres s'appelèrent "frère" et "soeur" et Louise proposa d'adopter le "tu" familial. Le club développa l'idée d'éduquer les pauvres et les femmes et fut en faveur du suffrage universel. Son but était de contrebalancer l'influence des clubs bourgeois composés de citoyens actifs. Il désirait aussi unir toutes les forces révolutionnaires afin d'empêcher la division entre les hommes et celles des femmes qui essayaient d'organiser leurs clubs séparés.

Pour mettre en relief l'esprit d'égalité, deux des quatre positions de secrétaire furent réservées aux femmes et "soeur Louise" fut la première à occuper l'un de ces postes.

Jusqu'en 1793, la *Société fraternelle* réussit à attirer des révolutionnaires illustres tels que Danton, Tallien, Hébert, Roederer, et même le jeune duc de Chartres qui devint plus tard Louis Philippe.

Outre Louise Robert, il admit nombre de féministes notoires, comme l'amazone Théroigne de Méricourt et Pauline Léon. Celle dernière allait, plus tard, consommer la rupture avec l'esprit fraternel en devenant l'instigatrice avec Claire Lacombe du *Club des républicaines révolutionnaires*. C'est ce club qui contribua définitivement à discréditer les femmes auprès de la Convention à cause de sa collusion avec les révolutionnaires extrémistes surnommés les "Enragés."

Palm d'Aëlders vint aussi à la *Société fraternelle*, en dépit de l'opposition de Louise qui avait des soupçons sur le patriotisme de la Hollandaise, soupçons dont on ne sait s'ils étaient fondés; Palm quitta Paris et disparut plus tard de l'arène révolutionnaire sans fanfare. Mme Roland prit part aux réunions du club pendant quelque temps, en 1791, mais la *Société fraternelle* allait au delà de ses convictions politiques et ce n'était pas exactement son "genre."

Louise Robert, dans le *Mercure National* du 8 juin 1791, soulignait le développement favorable de la *Société fraternelle*:

Honneur à la plus intéressante moitié du genre humain! Jusqu'à ce jour on avait compté peu de femmes patriotes, mais enfin voilà que la candeur et la grâce sont aussi de la partie et à coup sûr *Ça ira*.

L'inclination démocratique du club à admettre des femmes de toute classe devint la risée de ses adversaires qui l'appelèrent le "tripot femelle" qu'on nomme "clique fraternelle." La *Jacobinéide*, chanson écrite par le royaliste Marchand, fut lancée contre les femmes:

Change donc ma fille
Ta plume en aiguille
Brûle ton papier!
Il faut te résoudre
A filer à coudre,
C'est là ton métier.¹²

Louise Robert avait depuis longtemps dépassé cet avis. Si elle ne se mit pas dans le clan des féministes ardentes et s'effaça souvent derrière son mari auquel, d'après les témoignages contemporains, elle était supérieure par l'intelligence et qu'elle conseillait et manipulait, elle participa activement à la *Société fraternelle* et essaya même de fédérer toutes les Sociétés provinciales similaires. Elle rapportait les débats les plus marquants dans le *Mercure national*.¹³

Des articles sont signés du nom de Louise Robert et elle fit imprimer séparément certains de ses discours à la Société, par exemple: *Adresse*

aux femmes de Montauban (1790) où elle loue leur patriotisme mais les incite à la modération, *Discours sur l'administration des hôpitaux*, où elle propose l'allègement des terribles conditions des hôpitaux en employant des femmes pour aider les inspecteurs. Consciente de l'opposition qu'une telle mesure pouvait rencontrer, elle commençait par dire qu'elle n'avait pas l'intention de sortir les femmes de leur sphère qui est celle de mères et de femmes, mais elle ajoutait que les femmes, à cause de leurs devoirs domestiques, seraient mieux qualifiées que les hommes pour relever et corriger les défauts du système.

Depuis le début de la Révolution, Louise était donc une active militante. L'une des premières républicaines, elle contribua à faire du *Mercur national* l'organe du parti républicain et à diffuser l'idée de la république. Se considérant l'égale des hommes dans un esprit de fraternité, elle y traitait des mêmes sujets que ses collègues masculins: la liberté de la presse, la garde nationale, la situation financière, littérature, etc.

Malgré les efforts de Louise Robert, la *Société fraternelle* ne tarda pas à souffrir de sa générosité à admettre toutes les femmes. Elle commença à décliner en 1793; les hommes désertèrent le club pour ceux des Jacobins et des Cordeliers, organisations dont le rôle politique allait croissant.

Dans les provinces, les femmes agirent pour la Révolution avec au moins autant d'ardeur qu'à Paris; des clubs uniquement féminins avaient été fondés plus tôt. Le 1^{er} avril 1791, le *Patriote français* mentionnait leur existence à Bordeaux, Alais, Nantes. Dès 1790, il y en avait un à Creil, près de Paris, qui comprenait les citoyennes formant une compagnie de la garde nationale et qui avait le 8 février 1791 décerné le titre de membre honoraire à Palm d'Aëlders pour son discours pro-féministe au *Cercle social*. D'autres sociétés sont mentionnées à Pau, à Lyon, à Besançon, etc.

A Paris, l'effort de fraternisation semble avoir arrêté pendant quelque temps la scission redoutée entre les deux sexes: Les *Amies de la Vérité* de Palm d'Aëlders et l'essai de lancement d'un club féminin par l'amazone Théroigne de Méricourt avaient échoué, en 1793. Mais le déclin de la *Société fraternelle*, et l'opposition grandissante que rencontrèrent les femmes dans leur activité combattante ou politique, déterminèrent celles-ci à faire bande à part. La chocolatière Pauline Léon, et l'actrice de province venue à Paris, Claire Lacombe, organisèrent le *Club des Citoyennes républicaines révolutionnaires*.¹⁴

Le but de la société fut d'abord tout patriotique. Celle-ci visait les ennemis de la République et proposa d'organiser les femmes patriotes en corps d'armée contre la Vendée (Pétition à la Convention du 19 mai 1793). La Société dépassa les démocrates les plus avancés. Très vite, elle prit parti contre les Girondins (le parti de Mme Roland) jugés trop modérés, en faveur des éléments les plus avancés de la Montagne, ceux qu'on ne tardera pas à qualifier d' "Enragés."

A ses débuts, le club se montra favorable à Marat et à Robespierre; puis il glissa peu à peu, sous l'influence de Claire Lacombe, maîtresse de l' "enragé" Leclerc, dans le camp des extrémistes qui accusaient la Convention de mollesse et réclamaient l'exécution de la Constitution que Robespierre et les Montagnards ne paraissaient pas très pressés d'entériner, car elle était d'inspiration girondine. Claire Lacombe se fit remarquer aux débats de la Convention par son éloquence frappante. On la trouva trop activiste et exaltée et les attaques se firent de plus en plus violentes contre le club. L'opposition la plus virulente vint des femmes elles-mêmes; on vit même la *Société fraternelle* prendre parti contre les républicaines révolutionnaires (*Moniteur* du 28 septembre 1793). Finalement, après plusieurs éclats dont l'un tourna presque à l'émeute au siège du club, la suppression de tous les clubs de femmes fut décrétée par la Convention le 30 octobre 1793.¹³

Dans le compte-rendu du *Moniteur* (9 Brumaire), le rapport d'Amar, du Comité de Sûreté générale, est nettement contre le droit des femmes à la participation aux affaires politiques:

Après un long examen de la question, le Conseil a décidé: 1. que les femmes ne pouvaient exercer les droits politiques ni prendre une part active aux affaires du gouvernement; 2. qu'elles ne pouvaient délibérer réunies en association politique. . . .

Les mœurs et la nature même ont assigné à la femme ses fonctions; commencer l'éducation des hommes, préparer l'esprit et le cœur des enfants aux vertus publiques, les diriger de bonne heure vers le bien, élever leur âme et les instruire dans le culte politique de la liberté, telles sont leurs fonctions après les soins du ménage; la femme est naturellement destinée à faire aimer la vertu. Quand elles auront rempli tous ces devoirs, elles auront bien mérité de la patrie. Sans doute il est nécessaire qu'elles s'instruisent elles-mêmes dans les principes de la liberté pour la faire chérir à leurs enfants; elles peuvent assister aux délibérations des sections, aux discussions des sociétés populaires: mais, faites pour adoucir les mœurs de l'homme, doivent-elles prendre une part active à des discussions dont la chaleur est incompatible avec la douceur et la modération qui font le charme de leur sexe? . . .

L'honnêteté d'une femme permet-elle qu'elle se montre en public, qu'elle lutte avec les hommes et discute à la face d'un peuple des questions d'où dépend le salut de la République?

En général les femmes sont peu capables de conceptions hautes et de méditations sérieuses. . . . Elles ont plus d'un autre moyen de rendre service à la patrie, elles peuvent éclairer leurs époux, leur communiquer des réflexions précieuses, fruit du calme d'une vie sédentaire. . . . Nous croyons donc qu'une femme ne doit pas sortir de sa famille pour s'immiscer dans les affaires du gouvernement. . . . Si nous considérons que l'éducation politique des hommes est à son aurore et que nous balbutions le mot liberté, à plus forte raison les femmes, dont l'éducation morale est presque nulle, sont-elles moins éclairées dans les principes. . . . Ajoutons que les femmes sont disposées par leur organisation à une exaltation qui serait funeste dans les affaires publiques, et que les intérêts de l'Etat seraient bientôt sacrifiés à tout ce que la vivacité des passions peut produire d'égarements et de désordres.

C'était le dernier coup violent porté à l'engagement des femmes dans la Révolution. Leurs rangs s'étaient éclaircis: Olympe de Gouges, Mme Roland avaient subi la guillotine; Théroigne de Méricourt, Pauline Léon,

Claire Lacombe avaient été emprisonnées; Louise Robert s'était réfugiée, avec son mari compromis, en Belgique. Leur sort, il est vrai, fut lié aux soubresauts de la Révolution et à la chute des partis. Enfin, Thermidor (et la chute de Robespierre) sonna le glas de tous les clubs quels qu'ils fussent.

Il reste à voir quel sort on fit aux femmes dans la constitution de l'an III. En 1791, malgré le plaidoyer de Condorcet, leurs droits n'avaient pas été reconnus. En 1793, la reine disparue, il n'y avait plus de raison de les éliminer. De plus Condorcet avait un rôle de premier plan dans l'élaboration de la constitution de la république puisqu'il était rapporteur du "Comité de Constitution de la Convention."

Condorcet, cette fois, ne seconda pas le mouvement sur le droit des femmes. C'est un membre du "Comité de l'analyse," nommé Lanjuinais, qui aborda la question des droits féminins. "Le comité," dit-il, "paraît exclure les femmes des droits politiques; plusieurs projets réclament contre cette exclusion . . . sur laquelle Guyomar vous a donné une dissertation intéressante."

Dans un opuscule, intitulé *Le partisan de l'égalité politique entre les individus*, Guyomar revendiquait l'égalité complète entre l'homme et la femme. Williams, dans *les Observations sur la dernière constitution de la France*, n'était pas disposé à admettre les femmes mariées à l'exercice des droits politiques, sous prétexte qu'elles suivent les opinions de leurs maris, mais il reconnaissait le droit de voter aux filles et aux veuves.

Le "Comité de l'analyse" n'opposa pas, en principe, une fin de non recevoir absolue aux demandes des femmes. Il les exclut seulement "provisoirement" de la cité politique. "Les vices de notre éducation, dit Lanjuinais, rendent cet éloignement encore nécessaire pour quelques années."¹⁶

Les quelques années allaient durer cent cinquante ans, puisqu'il fallut attendre la fin de la seconde guerre mondiale pour que la femme française obtienne le droit de vote.

Quant à la capacité de la femme mariée, Cambacérès avait déposé à la Convention un projet de réforme très libéral, puisqu'il ne contenait aucune allusion à la puissance du mari et instituait même une communauté d'administration. Sous le consulat, un projet Jacqueminot rétablissait sous une forme voilée la puissance maritale, ce qui devait aboutir avec l'élaboration du Code civil à l'incapacité de la femme mariée et à l'affirmation de la puissance du mari. Bonaparte, animé par ses préjugés contre les femmes, contribua à faire adopter des dispositions souvent plus rigoureuses que l'ancien droit.¹⁷ La libération de la femme mariée ne fut obtenue qu'en 1938 (loi du 18 février 1938).

Les revendications féministes très justifiées qui avaient marqué le début de la Révolution avaient finalement échoué. L'activité de certains groupes contribua même à retirer la faveur qui s'était manifestée à l'égard des droits féminins les premières années de la Révolution. Rien

ne fut fait pour l'éducation de la femme et la théorie de l'égalité des sexes fut oubliée pour longtemps.

NOTES

1. Le titre intégral est: *De l'Egalité des deux sexes, discours physique et moral où l'on voit l'importance de se défaire des préjugés* (Paris, 1673, réédité en 1676, 1679, et 1691). Publié également par Poulain de la Barre: *De l'Education des dames pour la conduite de l'esprit dans les sciences et dans les moeurs; Entretiens* (Paris, 1674, réédité en 1679).

2. Les études les plus complètes qui embrassent le problème du féminisme jusqu'à la révolution restent encore: Léon Abensour, *Le Féminisme avant la Révolution* (Paris, 1923); et du même auteur, *Histoire Générale du Féminisme* (Paris, 1921).

3. Un nombre important de feuillets de la main de Rousseau se trouve à la bibliothèque de l'Université de Texas. Je n'ai pas eu la chance de les consulter.

4. Cité par Abensour, *Le Féminisme avant la Révolution*.

5. Ch. L. Chassin, dans *Le Génie de la Révolution, Pièces justificatives et éclaircissements*, Tome I, *Les Elections de 1789*, fait une brève analyse des *Cahiers* écrits par des femmes et des opuscules publiés durant les premiers mois de 1789, afin d'exposer l'injustice de leur sort et les revendications de leurs droits.

6. Publié dans le journal de la *Société de 1789*, no. 5, 3 juillet 1790, pp. 1 à 13.

7. Olympe de Gouges, de son vrai nom Marie Gouze, née à Montauban en 1748, fille d'un boucher, se disait la fille naturelle de Lefranc de Pompignan. D'une imagination exaltée, elle fut peut-être la seule véritable féministe de son siècle dans le sens moderne.

8. A. Aulard, *Histoire politique de la Révolution française* (Paris, 1913), pp. 93-113.

9. Fondé au Palais-Royal par l'Abbé Fauchet qui rêvait d'unir toute l'humanité, le *Cercle Social* vit affluer les femmes.

10. *Appel aux Françaises sur la régénération des moeurs et nécessité de l'influence des femmes dans un gouvernement libre*. Bibliothèque Nationale.

11. J. Michelet, *Oeuvres Complètes: Les Femmes de la Révolution*, "Mlle Keralio (Mme Robert)" (Paris, 1827), pp. 143-160.

12. Marc de Villiers, *Histoire des Clubs de Femmes et des Légions d'amazones* (Paris, 1910).

13. *Mercure national et Révolutions de l'Europe, Journal démocratique*, par Louise Keralio Robert de l'Académie d'Arras; Louis Felix Guynement, de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres; A.J. Tournon, L.J. Hugon, et François Robert, professeur de droit public—tous membres de la "Société des amis de la constitution," 1790-1791, 5 volumes.

En avril 1791, il devint le *Mercure national et étranger* ou *Journal politique de l'Europe*, édité par Louise Robert (Mlle de Keralio), R. Robert, et P.M.H. Le Brun.

14. M. Cérati, *Le Club des républicaines révolutionnaires* (Paris, 1966).

15. L. Lacour, *Trois femmes de la Révolution* (Paris, 1900).

16. Aulard, *Histoire politique*, pp. 288-289. Le "Comité de l'analyse" avait été nommé par la Convention en avril 1793 après la dissolution du "Comité de Constitution" pour ré-examiner les projets présentés par ce dernier.

17. R. Vuichoud, *L'Application de la loi du 18 Fév. 1938 sur la Capacité de la Femme mariée* (Paris, 1941).